

Société anonyme au capital de
2 245 230 €
Siège social : 40 rue de l'Est – 92100 Boulogne-Billancourt

Comptes semestriels au 30 juin 2008

I - Rapport d'activité semestriel

Chiffres clés

Compte de résultat En milliers d'euros	30/06/2008 6 mois	30/06/2007 6 mois	31/12/2007 12 mois
Chiffre d'affaires	15 145	16 040	32 544
Chiffre d'affaires hors activités cédées	15 145	16 040	32 544
Résultat opérationnel courant	-129	953	2 752
Résultat opérationnel	-129	803	2 602
Résultat net Part du Groupe	-55	414	1 768

Bilan En milliers d'euros	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Capitaux Propres	16 173	15 861	17 028
Actif courant	17 101	17 903	18 197
Passif courant	14 607	15 047	15 101
Total Bilan	32 451	32 787	33 696

Chiffre d'affaires et résultat consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 15 145 K€ contre 16 040 K€ pour le 1^{er} semestre 2007.
Par nature de vente, le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante :

En milliers d'euros	1er semestre 2008	%	1er semestre 2007	%	Croissance En %
Licences	2 499	16%	3 591	23%	-30%
Services associés	4 698	31%	4 453	28%	6%
Maintenance	3 911	26%	3 911	24%	0%
Total édition de logiciels	11 109	73%	11 955	75%	-7%
Intégration de services	3 569	24%	3 621	22%	-1%
Revente de services	467	3%	464	3%	1%
Total Global Services	4 037	27%	4 085	25%	-1%
Total	15 145	100%	16 040	100%	-6%

La part de l'édition de logiciels dans l'activité du groupe passe de 75% à 73% en baisse de 7% sur la période. Cette évolution tient à des reports de contrats significatifs de vente de licences qui affichent une baisse de 1 M€. Dans un contexte économique défavorable, ces reports ont principalement été la conséquence des événements qui ont affecté la société au mois de juin. Les autres activités du pôle édition de logiciel (Services associés et maintenance) n'ont pas subi ces perturbations et affichent une croissance de 2,9% sur le semestre.

Les Global Services, après un premier trimestre en baisse en comparaison avec le premier trimestre 2007, sont revenus à leur niveau de 2007 (-1%) affichant même, sur le second trimestre 2008, une croissance de 10% par

rapport au second trimestre 2007. Cette bonne performance des activités de Global Services est en phase avec les objectifs et fait suite à la réorganisation et la redynamisation de cette activité engagées au quatrième trimestre 2007.

Le résultat opérationnel consolidé s'établit à -129 K€ contre (803 K€ en 2007).

La répartition du résultat consolidé par division opérationnelle est donnée par le tableau ci-dessous :

en milliers d'euros	e-Services Île de France		Software Île de France		Total Île de France		Régions		Internation al		Total consolidé	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Chiffre d'affaires	2 540	2 371	10 390	10 775	12 930	13 146	1 522	1 950	694	943	15 145	16 040
Résultat opérationnel courant	-207	-83	390	1 135	183	1 051	-176	-17	-136	-82	-129	953
Marge en % du CA	-8%	-4%	4%	11%	1%	8%	-12%	-1%	-20%	-9%	-1%	6%

Le résultat opérationnel est à l'équilibre au 1^{er} semestre et reflète :

- La bonne résistance des activités de Software Ile de France malgré la baisse des ventes de licences et le contexte difficile qui a entouré l'assemblée générale du mois de juin,
- Le retournement de tendance sur les activités de Service Ile de France malgré une marge opérationnelle toujours négative due notamment aux recrutements réalisés dans cette activité,
- Les difficultés persistantes en région et à l'international.

Le coût de l'endettement financier net, positif de 34 K€, reflète une trésorerie nette excédentaire.

Le résultat net consolidé ressort ainsi à -55 K€ proche de l'équilibre contre +414 K€ en 2007.

L'effectif du groupe au 30 juin 2008 est de 337 collaborateurs contre 323 au 30 juin 2007. Au 30 juin 2008, la société employait 10 sous-traitants équivalent temps plein contre 9 à la fin du mois de juin 2007.

Investissements :

Les investissements de la période se sont élevés à 1 613 K€ dont 1 456 K€ ont été investis en développement sur les logiciels de Coheris dans les domaines du CRM, de la Business Intelligence et du datamining (contre 1934 K€ au premier semestre 2007 dont 1815 K€ en développement logiciels).

Perspectives de fin d'année.

Au deuxième semestre 2008, et dans un contexte économique défavorable, la société anticipe un rattrapage de tout ou partie du retard des ventes de licences observé sur le premier semestre et une plus forte croissance sur les autres activités grâce à la croissance embarquée des activités de services associés et de Global Services. L'indicateur essentiel de performance du second semestre reposera sur les ventes de licences sur lesquelles la société a toutes les raisons d'être confiante :

- Le résultat du vote de l'assemblée générale du 26 juin 2008 qui a confirmé dans une très large majorité son soutien à la direction en place a rassuré le marché et plus particulièrement les clients et prospects de Coheris qui ont relancé leurs processus d'achats de logiciels Coheris,
- La fin des compléments de prix, définitivement arrêtés au mois de mai 2008, permettra la mise en place d'une plus forte intégration des récentes acquisitions et l'accélération des synergies et du cross selling entre les gammes de produits. La société pourra ainsi se concentrer sur sa croissance organique.
- Enfin, la qualité des produits de Coheris reconnue par de nombreux observateurs et par ses 1200 clients actifs reste totalement en adéquation avec la demande du marché et doit permettre à la société d'accroître ses positions sur un marché du CRM qui devrait rester en croissance de 6 à 8% sur les années à venir.

La société précise toutefois que, de par la nature de son activité, une incertitude pèse sur l'activité de ventes de licences compte tenu principalement des cycles de décision de ses clients qui peuvent potentiellement décaler dans le temps l'enregistrement de certaines ventes identifiées.

II – Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Écarts d'acquisitions	8 673	7 817	8 672
Immobilisations incorporelles	4 935	5 061	5 028
Immobilisations corporelles	725	899	774
Immobilisations financières	479	537	560
Actifs d'impôts différés	538	570	465
ACTIF NON COURANT	15 350	14 884	15 499
Stocks et en-cours	41	51	50
Clients et comptes rattachés	11 338	12 610	12 058
Autres créances et comptes de régularisation	2 446	2 149	2 942
Autres actifs financiers courant			
Disponibilités	3 276	3 093	3 147
ACTIF COURANT	17 101	17 903	18 197
TOTAL DE L'ACTIF	32 451	32 787	33 696

PASSIF (en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Capital	2 245	2 245	2 245
Réserves liées au capital	7 654	7 641	7 646
Titres auto détenus	-538	-227	-416
Réserves et résultats consolidés ⁽¹⁾	6 864	6 210	7 594
Écarts de conversions	-52	-8	-41
Capitaux propres - part du groupe	16 173	15 861	17 028
Intérêts minoritaires			
CAPITAUX PROPRES	16 173	15 861	17 028
Emprunts et dettes financières (> 1an)	242	503	95
Passif d'impôts différés	1 053	1 038	1 060
Provisions pour risques et charges	376	338	412
Autres passifs non courants			
PASSIF NON COURANT	1 671	1 879	1 567
Emprunts et dettes financières (< 1an)	370	219	546
Fournisseurs et comptes rattachés	1 917	1 992	2 260
Autres dettes et comptes de régularisation	12 320	12 836	12 295
PASSIF COURANT	14 607	15 047	15 101
TOTAL DU PASSIF	32 451	32 787	33 696
⁽¹⁾ Dont résultat de l'exercice	-55	414	1 768

III – Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/2008	30/06/2007	Variation	31/12/2007
Chiffre d'affaires	15 145	16 040	-6%	32 544
Autres produits de l'activité	1 661	1 829	-9%	4 392
Achats et services extérieurs	-3 371	-3 664	-8%	-7 571
Charges de personnel	-11 122	-10 841	2%	-21 749
Impôts et taxes	-493	-473	4%	-445
Dotations aux amortissements	-1 737	-1 594	9%	-3 319
Dotations aux provisions	-69	-176	-61%	-614
Autres produits et charges d'exploitation	-143	-168	-15%	-486
Résultat opérationnel courant	-129	953	-114%	2 752
Autres produits et charges opérationnels	0	-150	-100%	-150
Résultat Opérationnel	-129	803	-116%	2 602
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	57	80	-29%	104
Coût de l'endettement financier brut	-17	-76	-78%	-96
Autres produits et charges financiers	-6		na	-41
Coût de l'endettement financier net	34	4	750%	-33
Charges d'impôt	-40	-393	-90%	-801
Résultat Net	-55	414	-113%	1 768
Part du groupe	-55	414	-113%	1 768
Intérêts minoritaires				
Nombre d'actions retenues pour le calcul	5 613 075	5 613 075		5 613 075
RNPG par action	0	0,07€		0,31€
Nombre d'actions diluées retenues pour le calcul	5 613 075	5 635 215		5 629 850
RNPG dilué par action	0	0,07€		0,31€

IV - Tableau de flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/08	30/06/07	31/12/07
Résultat net consolidé	-55	414	1 768
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 654	1 838	3 364
Charges et produits liés aux stocks-options		0	
Autres produits et charges calculés		0	
Plus et moins values de cession	-8	-1	234
CAF après coût de l'endettement financier net et impôt	1 591	2 251	5 366
Coût de l'endettement financier net			
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	-40	393	801
CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	1 551	2 644	6 167
Impôt versé (B)	-40	-342	-676
Variation du BFR lié à l'activité (C)	1 347	619	-587
Flux de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	2 858	2 921	4 904
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Corp. et incorp.	-1 613	-1 934	-3 429
Encaissements liés aux cessions d'immo. Corp. et incorp.	12		2
Décaissements liés aux acquisitions d'immo. Financières	-10		-78
Encaissements liés aux cessions d'immo. Financières	90		
Incidence de variation de périmètre		-1 854 ⁽¹⁾	-1 954
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements (E)	-1 521	-3 788	-5 459
Sommes reçues lors de l'exercice des stocks options			
Rachats et reventes d'actions propres	-123 ⁽²⁾	-95 ⁽²⁾	-284
Augmentation de capital			
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-657	-665	-665
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	33	24	80
Remboursement d'emprunts	-466	-328	-450
Intérêts financiers nets versés			
Flux nets de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-1 214	-1 064	-1 319
Variation de trésorerie nette (D+E+F)	123	-1 931	-1 874
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	3 147	5 021	5 021
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	3 270	3 090	3 147

⁽¹⁾ détail des Incidences des variations de périmètre :

Prix d'acquisition des sociétés	2 222
Moins trésorerie des sociétés acquises	-368
Total	1 854

⁽²⁾ solde des achats d'actions propres et des transferts pour règlement d'earn out.

V – Annexe aux comptes consolidés

Les notes sont regroupées sous les titres suivants:

1	Faits significatifs de la période.....	7
2	Principes et méthodes comptables utilisés	7
2.1	Périmètre de consolidation.....	7
2.2	Méthodes d'évaluation.....	8
2.2.1	Principes.....	8
2.2.2	Règles et méthodes comptables.....	8
2.2.3	Calcul du résultat par action.....	10
2.2.4	Conversion des comptes des sociétés étrangères.....	10
3	Écarts d'acquisition.....	10
4	Immobilisations incorporelles	10
5	Créances d'exploitation	10
6	Variation des capitaux propres	11
7	Provisions risques et charges.....	12
8	Emprunts et dettes financières.....	12
9	Information sectorielle	12
10	Effectif	12
11	Impôt sur les sociétés.....	13
12	Transactions avec les parties liées	13
13	Engagements hors bilan	13
14	Rapport du responsable du rapport semestriel d'activité	13
15	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	14
I -	Conclusion sur les comptes	14
II -	Vérification spécifique	14

Les informations sont exprimées en milliers d'euros sauf pour le résultat par action.

1 Faits significatifs de la période

Le premier semestre 2008 a permis à Coheris de retrouver du dynamisme dans ses activités de service. En revanche les perturbations qui ont affecté la gouvernance de l'entreprise avec la demande avortée du premier actionnaire de la société Jindal France de révocation du président et d'un administrateur ont provoqué un certain attentisme chez les clients et prospects de Coheris ce qui a eu pour impact des signatures de licences de 1 million d'euros inférieures à 2007.

2 Principes et méthodes comptables utilisés

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Coheris pour l'exercice se terminant le 30 juin 2008 comprennent la société et ses filiales et sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Coheris n'a pas anticipé de norme, amendement et interprétation dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2008. Par ailleurs, il y a lieu de préciser que les normes, amendements et interprétations, non encore validées par l'Union Européenne sont sans incidences sur les comptes du groupe Coheris. Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 18 septembre 2008.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

La présentation d'états financiers consolidés intermédiaires, nécessite le recours à des analyses fondées sur des évaluations et des hypothèses qui ont une incidence sur les produits, les charges, actifs, passifs du groupe. Ces évaluations sont basées sur les expériences acquises par le groupe, et d'autres facteurs jugés raisonnables selon les circonstances actuelles. Les résultats réels pourront différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses concernent principalement la reconnaissance du chiffre d'affaires, les impôts différés actifs, les tests de valeurs sur les actifs, et les provisions.

Il convient de noter que la société ne procède pas à l'estimation chiffrée du crédit d'impôt recherche lors de l'arrêté semestriel, par conséquent aucun crédit d'impôt recherche n'est comptabilisé dans les états financiers intermédiaires.

2.1 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Société	% contrôle	% intérêt	Méthode	Date d'entrée
Coheris SA	Mère	Mère		
Coheris Rhône Alpes	100,00	100,00	I.G.	01/01/2001
Coheris GmbH	100,00	100,00	I.G.	01/04/2000
Coheris Benelux	100,00	100,00	I.G.	20/07/2000
Coheris Suisse	100,00	100,00	I.G.	01/10/2000
Coheris InfoCat Ltd	100,00	100,00	I.G.	30/06/2002
DATAxpresso	100,00	100,00	I.G.	01/03/2007
Coheris Harry	63,42	100,00	I.G.	01/10/2004
Coheris FDV	100,00	100,00	I.G.	01/01/2006

La société Coheris Espana qui n'a plus d'activité depuis 2007 est en cours de liquidation et a été déconsolidée au 1^{er} janvier 2008.

Aux termes d'un protocole d'accord, Coheris SA a acquis en 2004 50% de titres de Coheris Harry et s'était engagée irrévocablement à acquérir les autres 50% en trois tranches égales aux échéances d'avril 2006, avril 2007 et avril 2008. Le solde de ces échéances actualisées a été constaté en dettes sur immobilisations pour un montant de 1 330 KEUR au 30 juin 2008. La société est consolidée en intégration globale depuis le 1er octobre 2004.

2.2 Méthodes d'évaluation

2.2.1 Principes.

Les principes suivants ont notamment été appliqués :

- prudence,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- continuité de l'exploitation,

2.2.2 Règles et méthodes comptables

Écarts d'acquisition

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion d'une prise de participation, définis comme la différence entre le coût d'acquisition (frais compris) des titres et la quote-part acquise dans la situation nette retraitée de la société consolidée estimée à la date d'acquisition, sont affectés aux postes appropriés du bilan consolidé.

Les écarts d'acquisition positifs résiduels sont portés à l'actif du bilan sous la rubrique « Écarts d'acquisition ».

Lors de chaque arrêté, les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés. Si des changements significatifs défavorables apparaissent et au minimum une fois par an, un test de valorisation est effectué et un amortissement exceptionnel est comptabilisé en cas de perte de valeur.

Les tests de valorisation sont mis en œuvre selon la méthode de l'actualisation des cash flows futurs (DCF) dont les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- élaboration d'un Business Plan à 5 ans
- taux de croissance à l'infini à 3% au-delà
- taux d'actualisation indexé sur le taux sans risque OAT à 10 ans, la prime de risque du secteur et le Bêta de la société

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement :

- les frais de développement : ils sont évalués au coût de production sur la base des temps passés par les développeurs à l'exclusion du temps de supervision. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires, augmentés des charges sociales par application d'un coefficient de charges. Lors de chaque arrêté les indices d'éventuelles pertes de valeur des actifs concernés sont examinés.

Ils sont amortis sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

- des licences intégrées dans les logiciels produits. Elles sont évaluées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur une durée de 3 ans selon le mode linéaire.

Immobilisations corporelles

Il s'agit des matériels informatiques et téléphoniques utilisés par la société ainsi que du mobilier et du matériel de bureaux comptabilisés à leur coût historique et ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les durées et les modes d'amortissement sont les suivants :

Logiciels	3 ans linéaire
Installations	5 ans linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 ans linéaire
Mobilier de bureau	2 à 7 ans linéaire

Les immobilisations acquises par voie de crédit bail sont immobilisées.

Immobilisations financières

Elles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire de la participation, susceptible d'être déterminée d'après plusieurs critères (capitaux propres, plus values latentes, rentabilité, perspectives,...) est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque des risques prévisibles de non recouvrement apparaissent.

Chiffre d'affaires et produits constatés d'avance

Les prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement est mesuré au prorata des coûts dépensés rapportés aux coûts à terminaison des contrats ; en conséquence, lorsque l'avancement est supérieur au montant des factures émises, une facture à établir est comptabilisée ; a contrario, lorsque les factures émises sont d'un montant supérieur au stade d'avancement, un produit constaté d'avance est enregistré.

L'activité Édition de Logiciels faisant généralement l'objet de contrats distincts de licence et de maintenance d'une part et de services associés d'autre part, les droits d'utilisation (licences revendues ou licences de produits Coheris, HARRY Software, SPAD ou FDV Concept) sont comptabilisées dès leur livraison.

. Dans le cas où les services associés sont considérés comme essentiels au fonctionnement du progiciel, le projet est considéré dans son ensemble et est comptabilisé suivant la méthode à l'avancement.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur valeur de marché en fin de période.

Provisions pour risques et charges

Les risques et charges identifiés à la clôture de l'exercice, mais dont la réalisation est incertaine font l'objet de provisions ; il s'agit plus particulièrement :

- des litiges,
- des pertes et pénalités probables sur les contrats en cours,
- des indemnités de fin de carrière. Elles sont calculées selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté.

Les principales hypothèses qui ont été retenues pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- calcul des droits selon la convention collective Syntec,
- versement d'une indemnité de licenciement à l'occasion du départ,
- taux de sortie variable selon l'âge,
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 5% jusqu'à 40 ans, 2% au delà.

Paiement en actions

Les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 ont été prises en compte soit le plan VI du 5 août 2004 et le plan VII du 4 mai 2006.

Les bénéficiaires des options peuvent exercer leurs droits 4 ans après la date d'attribution et ce, pendant un délai de 3 ans, soit entre la 5^{ème} et la 7^{ème} année suivant l'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black & Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

La valeur des options, considérée comme coût des services rendus par le personnel en contrepartie des options reçues, est comptabilisée linéairement sur la période d'acquisition des droits, soit à raison d'un ¼ par an prorata temporis la première année.

Impôts

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan consolidé et des déficits fiscaux dont la recouvrabilité est probable. Ils sont calculés selon la méthode du report variable en appliquant les derniers taux d'impôts votés à la date de la clôture.

2.2.3 Calcul du résultat par action

Le résultat net consolidé par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé comme décrit ci dessus, y compris le nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée des options existantes. Ce calcul est effectué selon la méthode du rachat d'actions.

2.2.4 Conversion des comptes des sociétés étrangères

Les comptes des sociétés étrangères ont été convertis pour le bilan au cours de clôture et pour le compte de résultat au cours moyen de la période.

3 Écarts d'acquisition

Le montant net total des écarts d'acquisition ne varie pas comparativement au 31 décembre 2007 et ressort donc à 8 672 K€.

4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles nettes passent de 5 028 K€ au 31 décembre 2007 à 4 935 K€ au 30 juin 2008.

Les investissements en recherche et développement ont été de 1 456 K€ et les amortissements correspondants de 1 522 K€.

5 Créances d'exploitation

Elles sont présentées nettes de provision.

Les provisions comptabilisées au 30 juin s'élèvent à 704 K€ de provisions sur les clients et 30 K€ sur les autres créances.

Les créances clients brutes s'élèvent à 12 042 K€.

6 Variation des capitaux propres

Ils évoluent comme suit par rapport aux 31 décembre 2006 et 2007 :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultat consolidés	Écart de conversion	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Au 31 décembre 2006⁽¹⁾	2 245	8 288	-132	5 825	-5	16 221	0	16 221
Gains nets sur actifs financiers						-		-
Écart de conversion					-3	-3		-3
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres	-	-	-	-	-3	-3	-	-3
Opération sur titres auto détenus			-95			-95		-95
Paievements fondés sur des actions		9				9		9
Versement du dividende				-665		-665		-665
Affectation du résultat		-656		656		-		-
Autres variations				-20		-20		-20
Résultat 1er semestre 2007				414		414		414
Total des opérations avec les actionnaires	-	-647	-95	385	-	-357	-	-357
Au 30 juin 2007	2 245	7 641	-227	6 210	- 8	15 861	-	15 861
Gains nets sur actifs financiers						-		-
Écart de conversion					-33	-33		-33
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres	-	-	-	-	-33	-33	-	-33
Opération sur titres auto détenus			-189			-189		-189
Paievements fondés sur des actions		5				5		5
Versement du dividende						-		-
Affectation du résultat						-		-
Autres variations				30		30		30
Résultat 2ème semestre 2007				1 354		1 354		1 354
Total des opérations avec les actionnaires	-	5	-189	1 384	-	1 200	-	1 200
Au 31 décembre 2007	2 245	7 646	-416	7 594	-41	17 028	0	17 028
Gains nets sur actifs financiers						-		-
Écart de conversion					-11	-11		-11
Total des produits et charges de l'exercice directement reconnus en capitaux propres	-	-	-	-	-11	-11	-	-11
Opération sur titres auto détenus			-123			-123		-123
Paievements fondés sur des actions		7				7		7
Versement du dividende				-673		-673		-673
Autres variations						-		-
Résultat 1er semestre 2008				-55		-55		-55
Total des opérations avec les actionnaires	-	7	-123	-728	-	-844	-	-844
Au 30 juin 2008	2 245	7 653	-539	6 866	-52	16 173	0	16 173

⁽¹⁾ Le Résultat 2006 a été corrigé d'une erreur de 71 K€, portant sur la déconsolidation de Coheris Luxembourg

7 Provisions risques et charges

Elles évoluent comme suit par rapport au 31 décembre 2007.

(en milliers d'euros)	31/12/2007	Entrée périmètre	Dotation	Reprise	30/06/2008
Provisions pour risques et charges	412		29	65	376

Elles comprennent principalement la provision pour indemnités de fin de carrière pour 245 K€.

Les autres provisions se rapportant à des litiges en cours ne sont pas significatives.

Un litige opposant la société à un ancien dirigeant de filiale n'a pas fait l'objet de provision.

8 Emprunts et dettes financières

En K€	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	285	105	180	0
Emprunts et dettes financières divers	327	265	62	
Total	612	370	242	
⁽¹⁾ dont emprunts liés au crédit bail	94	60	34	

Les emprunts et dettes financières divers sont constitués principalement des comptes de participation des salariés.

9 Information sectorielle

Le tableau suivant présente la répartition primaire du résultat selon l'organisation de Coheris au 30 juin 2008.

(en milliers d'euros)	Île de France	Régions	International	Total consolidé
Produits externes	12 930	1 522	693	15 145
Produits intra secteurs	942	5	39	986
Résultat sectoriel courant	183	-176	-136	-129
Résultat non courant	0		0	0
Frais de siège non affectés				0
Résultat sectoriel opérationnel	183	-176	-136	-129
Coût de l'endettement financier net				34
Charge d'impôt				-40
Résultat net				-55

Les divisions géographiques regroupent les activités de Coheris de la manière suivante :

- Île de France comprend les activités d'édition de logiciels, de services et d'intégration de systèmes de Coheris, de Harry Software et de FDV Concept,
- Régions regroupe les activités de service et d'intégration de systèmes de Coheris Rhône Alpes,
- International regroupe les activités de service et d'intégration de systèmes des filiales implantées à l'étranger.

10 Effectif

L'effectif du groupe au 30 juin 2008 est de 337 collaborateurs contre 323 au 30 juin 2007. Au 30 juin 2008, la société employait 10 sous-traitants équivalent temps plein contre 9 à la fin du mois de juin 2007.

11 Impôt sur les sociétés

Il se décompose comme suit en K€ :

Impôt dû	40
Impôt différé	-80
Total	<u>-40</u>

Il convient de noter que 102 k€ d'impôts différés ont été activés au cours du premier semestre sur le périmètre d'intégration fiscale Coheris SA et Coheris Rhône Alpes compte tenu des résultats attendus sur ce périmètre au deuxième semestre 2008.

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt effective s'explique comme suit (en K€) :

Résultat consolidé avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	-95
Charge d'impôt théorique (taux d'impôt de Coheris : 33,33 %)	-32
Divers	-8
Charge d'impôt effective	-40

12 Transactions avec les parties liées

Au titre du premier semestre 2008, les rémunérations du comité de direction se sont élevées à 296 k€ dont 9 k€ d'avantages en nature.

Au cours du premier semestre 2008, la composition du comité de direction était la suivante :

- Fabrice Roux, Président Directeur Général,
- Paul Landucci, Directeur Général Délégué jusqu'au 04 juin 2008 et Administrateur jusqu'au 26 juin 2008,
- Eric d'Andigné de Beauregard, Directeur Général Délégué,
- Arnaud Créput, Directeur Financier et Administrateur.

13 Engagements hors bilan

- Coheris a adressé une lettre de confort à la banque de Coheris Benelux, sans limitation de montant ni de durée.

14 Rapport du responsable du rapport semestriel d'activité

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Boulogne Billancourt le 22 septembre 2008

Fabrice Roux
Président du Conseil d'Administration
Directeur Général

15 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société COHERIS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Courbevoie et Paris, le 22 septembre 2008

Les commissaires aux comptes,

MAZARS & GUÉRARD DENIS GRISON

EREC ASSOCIES

JEAN FRANÇOIS COLOMES